

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAAP

1 chemin de la Californie
78510 Triel-Sur-Seine

Code AIOT : 0006509722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement SIAAP implanté 1, chemin de la Californie 78510 Triel-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu à la suite d'un incident survenu samedi 25 janvier 2025, ayant conduit au rejet de billes de polystyrène en Seine. Les billes de polystyrène proviendraient d'un filtre de la pré dénitrification des eaux usées (traitement secondaire par biofiltration).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAAP
- 1, chemin de la Californie 78510 Triel-sur-Seine
- Code AIOT : 0006509722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

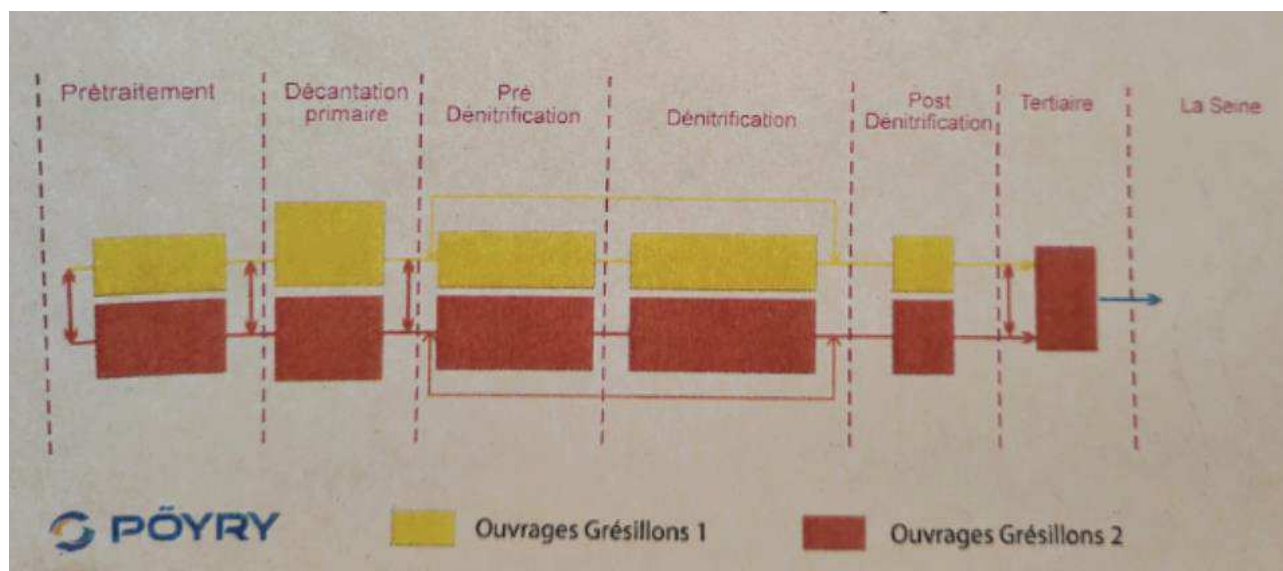
L'installation du SIAAP Seine Grésillons est une station d'épuration soumise à autorisation au titre des ICPE et relevant du classement IED (directive visant à protéger l'environnement en réduisant les émissions polluantes des activités industrielles) pour les installations de combustion et à autorisation au titre de la nomenclature IOTA (Loi sur l'eau).

La station d'épuration des eaux usées de Seine Grésillons a été construite en 2 phases. La première tranche a été mise en service en 2008 et la seconde le 29 novembre 2012. Elle a une capacité de traitement de 300 000 m³ d'eaux usées par jour. Seine Grésillons reçoit des effluents provenant de plusieurs zones géographiques d'action du SIAAP :

- environ 90 % des effluents sont des eaux usées de l'agglomération parisienne pompées depuis l'usine SIAAP Seine Centre située à Colombes (92) pour être envoyées sur Seine Grésillons via l'émissaire général ;
- environ 16 000 m³/jour proviennent des eaux usées du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de l'Haut-Val (SIARH) depuis 12 communes des Yvelines ;
- environ 15 000 m³/jour proviennent des eaux usées du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région d'Enghien (SIARE) depuis 5 communes du Val d'Oise, et d'une partie des effluents du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Patte d'Oie d'Herblay.

La filière de traitement des eaux comprend les étapes suivantes :

- Prétraitement (dégrillage, dessablage, déshuilage),
- Traitement primaire par décantation lamellaire physico-chimique permettant d'abattre les matières en suspension,
- Traitement secondaire par biofiltration comprenant 3 étages (pré-dénitrification, dénitrification et post-dénitrification) permettant le traitement biologique du carbone et de l'azote,
- Traitement tertiaire par décantation lamellaire physico-chimique permettant le traitement du phosphore.



L'unité biogaz du site de Grésillons est composée de 3 digesteurs thermophiles et de 2 gazomètres (un seul en fonctionnement). Les consommateurs de biogaz produits sont la torchère, les 3 chaudières et la cogénération.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 2.5.1	Mesures d'urgence	48 heures (2 jours), 7 jours, 15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Objectifs généraux - exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 2.1.1	Mise en demeure, Prescriptions complémentaires	24 heures (1 jour), 1 mois, 3 mois
3	Granulés de plastiques industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11	Mesures d'urgence	15 jours
4	Mesures d'urgence	Code de l'environnement du 11/06/2009, article L.512-20	Mesures d'urgence	3 février 2025, 48 heures, 72 heures
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 7.7.10.1	Mise en demeure	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- poursuivre et compléter les mesures nécessaires pour curer le site des billes de polystyrène disséminées et nettoyer les milieux environnants atteints ;
- prendre les mesures nécessaires pour s'assurer d'avoir, à tous moments, les capacités de rétention des eaux d'extinction incendie nécessaires au fonctionnement du site ;
- établir un état des lieux de la situation et le mettre à jour périodiquement ;
- établir un plan de gestion de la situation, le mettre à jour périodiquement et rendre compte régulièrement de son déroulement à l'inspection des installations classées ;
- renseigner les autorités sur le risque biologique des billes de polystyrène rejetées et proposer les mesures de prévention adéquates, prenant en compte notamment les éventuels risques sanitaires le cas échéant, pour toutes les opérations à mener, en particulier de nettoyage, de manipulation, de stockage, d'évacuation.

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une expertise de son installation de biofiltration afin de s'assurer qu'elle est conçue et exploitée selon les préconisations du constructeur.

Enfin, l'exploitant transmettra à l'inspection un rapport d'analyse de l'évènement et déterminant les remèdes, ainsi qu'une fiche BARPI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 2.5.1 ; Article L. 512-20 et article L. 181-14 du Code de l'environnement
Thème(s) : Autre, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée :
L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les

accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

[...]

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article L. 512-20 du code de l'environnement :

« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »

Article L. 181-14 du code de l'environnement :

« (...) »

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Constats :

Le samedi 25 janvier 2025 vers 10h30, un signalement d'une pollution en Seine a été remonté aux pompiers par des personnes situées sur la commune de Vaux-sur-Seine. Suite à une reconnaissance des services de secours, il est supposé que la pollution viendrait des installations du SIAAP Grésillons situé sur la commune de Triel sur Seine. A l'issue de ce constat, l'astreinte décisionnelle du SIAAP a été prévenue par le SDIS et le gardien présent à l'entrée du site. L'astreinte de la DRIEAT a été informée de cette pollution le 25 janvier et un mail du directeur du site de SIAAP Seine Grésillons en date du 25 janvier vers 23h40 a été directement adressé à la police de l'eau et à la cheffe de l'UD78 de la DRIEAT informant ces services :

« qu'un incident technique est survenu ce jour au sein de notre usine de traitement des eaux usées à Triel-sur-Seine. Une casse de crépine a occasionné le rejet accidentel dans la Seine de quelques mètres cubes de billes de polystyrène, un média inerte utilisé dans nos procédés de biofiltration et de dépollution.

Dès la détection de cet incident, des mesures ont été immédiatement prises pour en reprendre le contrôle. Un barrage flottant a été installé pour contenir la propagation des billes dans le fleuve, et le filtre responsable a été isolé. Je tiens à préciser que cette isolation n'a aucune incidence sur la capacité épuratoire de l'usine, qui reste pleinement opérationnelle.

Par ailleurs, l'astreinte téléphonique de la DRIEAT a été immédiatement informée de l'incident, de même que les maires des communes situées en aval, le préfet, et le président du Conseil départemental. Nous nous préparons également à déployer des moyens spécifiques de pompage et de récupération pour éliminer les billes déjà présentes dans le fleuve, dans le but de limiter tout impact visuel.

Je souligne que ces billes de polystyrène sont totalement inertes et n'engendrent aucune pollution chimique ou organique dans l'eau. Elles n'affectent ni l'oxygénation des eaux ni la faune et la flore fluviales.

Nous continuerons à vous tenir informés des progrès des opérations et restons disponibles pour toute question ou recommandation. »

Après avoir recoupé les différentes informations, il est important de mentionner qu'un barrage flottant d'environ 40-50cm de hauteur sur une longueur de 30m a été installé par les services de secours le samedi 25 janvier vers 16h20 directement au niveau du rejet de billes de polystyrène afin de contenir la propagation de ces billes dans le fleuve. Le jour de l'inspection, ce barrage était toujours en place et un second barrage était en train d'être installé par la société Océlian à la demande du SIAAP.

Des pompages ont été mis en place par l'exploitant à partir du dimanche 26 janvier 2025 vers 14h30 jusqu'à lundi à 1h du matin, au niveau du point de rejet en Seine et sur différentes zones sur site. L'exploitant précise que le dégagement de la voie menant au point de rejet en Seine a dû être réalisé au préalable pour que le camion cureur puisse accéder au point de rejet et au plus proche de la Seine.

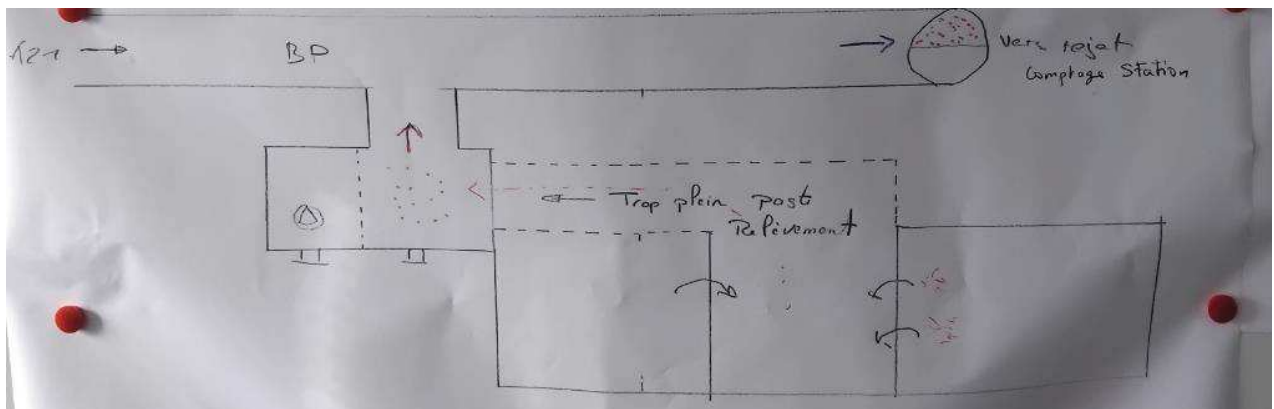
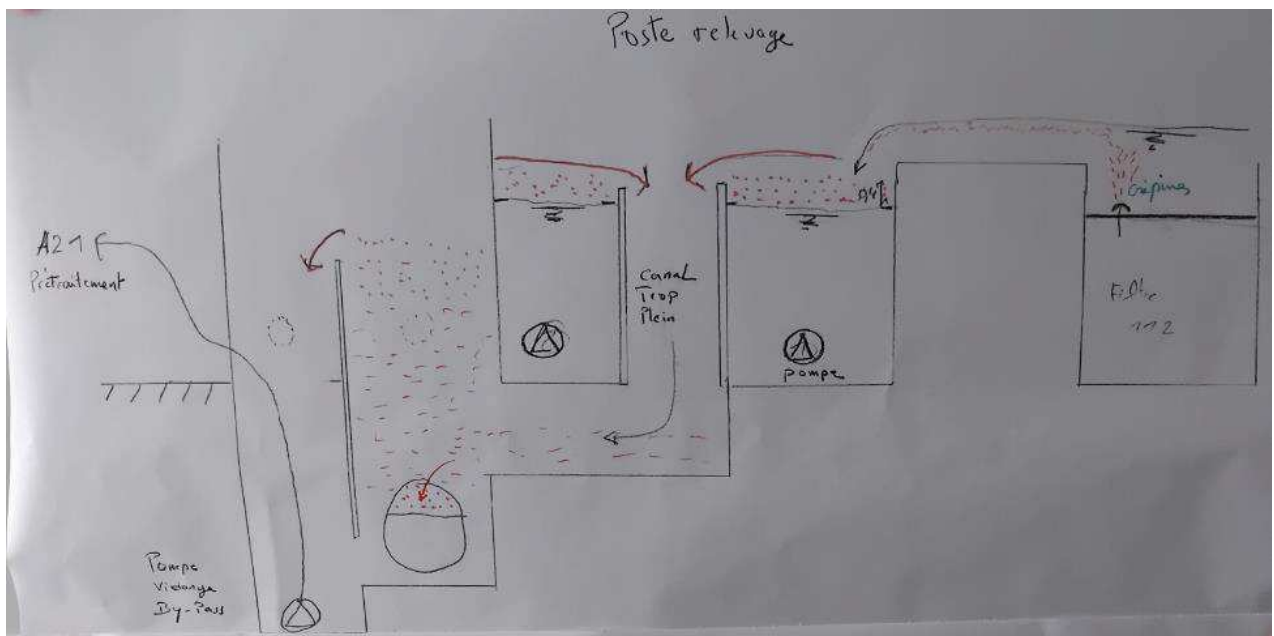
Dans la journée de lundi, les pompages ont continué par différents prestataires engagés par le SIAAP afin de pomper les billes de polystyrène à différents endroits du site (notamment au niveau du poste de relevage) et au niveau du point de rejet en Seine. Vers 15h30, au moment de l'inspection, un camion était présent et pompait des billes au niveau d'un regard situé au point de rejet. Ce regard de 3,5m de haut était rempli de billes (voir planche photo). Aux alentours de 16h, un bateau de la société Océlian est venu installer le deuxième barrage pour contenir le rejet de billes et continuer à récupérer les billes contenues dans le barrage mis en place par les services de secours. Ce deuxième barrage a été mis en place à la demande du SIAAP afin de ne pas mobiliser plus que nécessaire les moyens des services de secours.

L'exploitant indique à l'inspection que les pompages mis en place dimanche à 14h30 jusqu'à lundi à 1h ont permis de récupérer environ 40 m³ de billes de polystyrène.

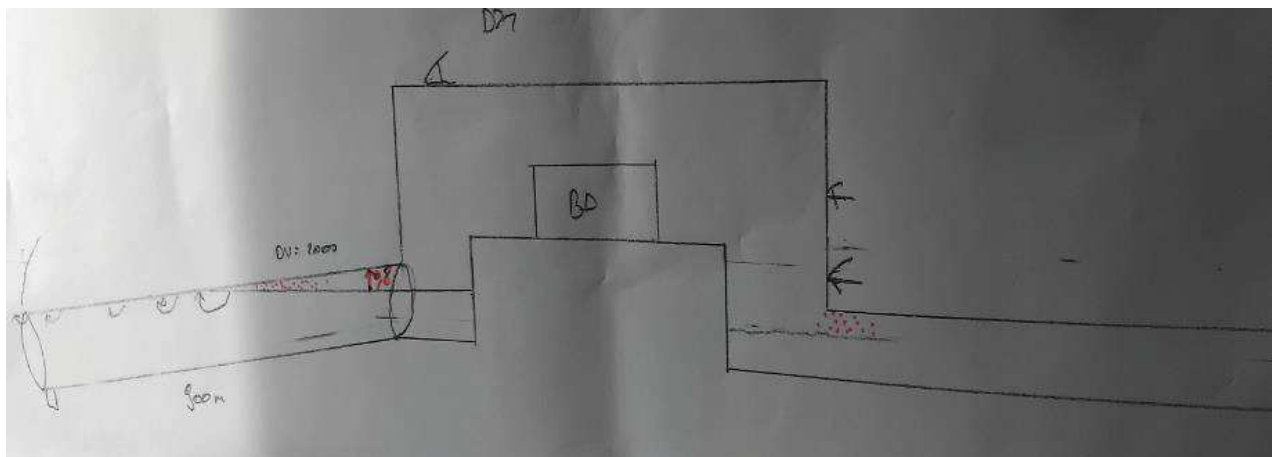
Dès lundi 27 janvier, l'exploitant a déployé plusieurs personnes à pied sur tout le linéaire de la Seine de Triel-sur-Seine à Méricourt. Ce qui a permis de constater que les billes se sont disséminées au moins jusqu'à l'écluse de Méricourt. Aucun constat n'a été fait au-delà de Méricourt. Le directeur de site nous indique également qu'une personne du SIAAP est sur le zodiac avec le SDIS pour réaliser également une reconnaissance.

Selon l'exploitant, les billes proviendraient d'un filtre biostyr (filtre n°112) de la pré dénitrification de la tranche SEG 2 de l'usine (zone C22). Un filtre biostyr est un système modulaire de biofiltration permettant d'éliminer la pollution des eaux usées (traitement biologique et filtration). Il est composé de billes de polystyrène fabriquées spécialement et calibrées en fonction de la filtration recherchée. Ces billes sont bloquées sous le plafond de l'ouvrage en béton (le filtre), lequel est garni de crépines qui laissent s'écouler l'eau traitée vers le haut.

L'exploitant a indiqué qu'au moins une crépine est cassée et laisse passer les billes de polystyrène du filtre n°112 dont le diamètre est de 4,2mm. Les billes de polystyrène ayant une densité très faible, elles flottent très facilement. Les billes s'échappant du filtre se sont retrouvées en partie haute du poste de relevage situé après les filtres de la pré dénitrification et se sont écoulées dans le trop plein directement relié au by-pass général de l'usine.



Ce by-pass est relié à la chambre de comptage puis à un tuyau de rejet de 900m allant directement en Seine.



L'exploitant a indiqué samedi en fin de journée avoir isolé le filtre n°112. Cependant, les billes piégées dans le circuit et notamment dans le tuyau de 900m allant dans la Seine continuent de se déverser en Seine dans le barrage installé.

L'exploitant a indiqué ne pas pouvoir dater le début de la fuite ni la quantifier pour le moment.

L'exploitant a indiqué que le dernier by-pass réalisé était le 7 janvier 2025, suite à un colmatage de

la pré dénitrification. Ce by-pass aurait pu emmener les billes jusqu'au tuyau allant en Seine à cette date. L'exploitant a indiqué que les billes ont pu s'accumuler dans les différentes parties du circuit et être rejetées en Seine samedi à cause d'un changement du niveau de la Seine. La Seine ayant un niveau haut, une partie du tuyau de rejet de 900 mètres est noyée.

Afin de quantifier le volume de billes qui est parti du filtre, il est nécessaire d'abaisser le niveau d'eau dans le filtre puis d'aspirer les billes récupérées à la surface du filtre avant de pouvoir faire une mesure de matériau restant. La même opération est nécessaire afin de pouvoir identifier la ou les crépines défailantes et procéder à la réparation. Un filtre est composé d'environ 600m3 de billes de polystyrène et de 9350 crépines. Il y a sur site 36 filtres (12 filtres pour la pré dénitrification, 18 pour la nitrification et 6 pour la post dénitrification)

L'exploitant a indiqué qu'il ne serait pas en mesure de quantifier le volume de matériau ayant fuité ni identifié les crépines défailantes rapidement.

L'exploitant a décidé de récupérer les billes pompées afin de les réutiliser dans son process une fois les réparations effectuées.

L'inspection a constaté que l'exploitant stocke les billes dans un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie du site. De plus, l'inspection a constaté qu'aucune mesure n'a été mise en place pour éviter de disperser les billes de polystyrène dans l'environnement aux différents endroits de manipulation des billes (point de pompage, point de déversement). Or, les billes étant très légères, elles s'envolent et se dispersent très facilement. L'inspection a constaté une dispersion de ces billes à différents endroits du site du SIAAP Grésillons mais aussi autour du point de pompage sur les berges de la Seine.

Conclusion :

Proposition : arrêté préfectoral de mesures d'urgence

L'exploitant doit transmettre à l'inspection **dans un délai de 48 heures** une première version du rapport précisant notamment les circonstances et les causes de l'évènement, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter son renouvellement et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. L'exploitant transmet sous le même délai une première version de fiche BARPI concernant cet évènement.

L'exploitant transmet à l'inspection dans un délai de 7 jours, puis de 15 jours des versions complétées du rapport d'analyse précité ainsi que la fiche BARPI prenant en compte les données actualisées caractérisant la situation, le plan de gestion actualisé et l'analyse des causes et la définition des remèdes complétées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 48 heures (2 jours), 7 jours, 15 jours

N° 2 : Objectifs généraux - exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir mis en place à plusieurs reprises un barrage au niveau du point de rejet en Seine mais que celui-ci était détérioré à chaque fois. L'exploitant n'a donc pas mis en place davantage de mesures afin de pouvoir installer un barrage plus pérenne. Comme indiqué en fiche n°1 ci-dessus, les billes surnageant en Seine sont contenues par le barrage mis en place par le SDIS et celui mis en place par la Société Océlian.

L'exploitant a indiqué n'avoir aucune action de maintenance sur les crépines et les filtres Biostyr. Aucune gamme de maintenance n'est définie dans la GMAO.

L'inspection note que l'exploitant indique qu'il est établi qu'une ronde mensuelle destinée à observer si de la mousse ou des billes sont visibles à la surface des bassins soit réalisée. L'inspection a constaté qu'aucune procédure n'existe pour ces rondes. Les personnes effectuant les rondes signalent les événements potentiels dans le cahier de quart. L'exploitant ne vérifie pas si la ronde a bien été effectuée mensuellement.

L'inspection a constaté dans le cahier de quart que la dernière ronde concernant les filtres de la pré dénitrification a été effectuée le 18 décembre 2024 pour la zone C22. Il est mentionné qu'il n'a pas été relevé la présence de mousse ni de billes lors de cette ronde.

L'inspection a constaté sur site que l'opération de vérification de la surface des bassins au-dessus des filtres n'est pas aisée, car il faut regarder à travers des poutres en béton situées au-dessus du bassin (espace de 5 cm environ).

L'exploitant a indiqué n'avoir aucun capteur installé sur cette partie de l'installation pouvant remonter un dysfonctionnement éventuel sur un filtre. L'inspection a constaté l'absence de moyen de surveillance (capteur de niveau ou caméra) pouvant identifier la présence anormale de billes au niveau des surverses des filtres, des trop-pleins ou encore des canaux de comptage.

Il a été constaté que le by-pass général du site et le tuyau de rejet de 900m ne sont que très peu visitables. Aucun système de dégrillage n'est en place au niveau des by-pass ou autres réseaux pour retenir les billes s'échappant dans les eaux filtrées.

L'analyse de risque de défaillance transmise en 2021 n'a jamais été mise à jour et ne concerne que les modes communs. La défaillance des équipements et donc des filtres/crépines n'a pas fait l'objet d'une analyse de risque de défaillance.

Conclusion :

Proposition :

1- arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence

L'exploitant doit respecter l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15/06/2010 en mettant en place, **dans un délai de 24 heures**, des mesures permettant de contenir et de prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, en particulier les billes de polystyrène issues de l'équipement de biofiltration.

2- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

L'exploitant met à jour, **dans un délai d'un mois**, l'analyse de risque de défaillance en tenant compte

des défaillances des équipements et notamment des crépines du traitement secondaire de biofiltration. Il identifie les défaillances potentielles des équipements, leurs conséquences, les actions préventives à mettre en place, les moyens de surveillance et de suivi pour s'assurer du fonctionnement optimal des équipements. Les gammes de maintenance sont revues et font l'objet d'une saisie dans la GMAO.

L'exploitant procède **sous un mois** à l'inspection du filtre incriminé et transmet un état des lieux des crépines et autres orifices pouvant laisser s'échapper les billes. Cet état des lieux indique le nombre et la localisation de crépines cassées et le calendrier de leur changement ainsi que les autres anomalies constatées au regard des préconisations du constructeur ;

L'exploitant transmet à l'inspection des installations **sous un mois**, un plan de contrôle de l'ensemble des crépines de la biofiltration et autres orifices pouvant laisser s'échapper les billes. Ce plan de contrôle doit comporter la procédure permettant de vérifier l'état des crépines, les points de contrôle, la planification des contrôles et les actions correctives en cas d'anomalies.

L'exploitant met en place, **sous un délai de trois mois**, différents moyens permettant de détecter toute anomalie sur les surverses des filtres et des trop-pleins, ainsi que sur les réseaux menant au rejet en Seine, avec report en salle de contrôle. L'exploitant définit également les actions nécessaires qui découlent de la détection des diverses anomalies possibles, **dans un délai de trois mois également**.

L'exploitant fait réaliser une expertise de son installation de biofiltration afin de s'assurer qu'elle est conçue et exploitée dans les conditions prévues par le constructeur, notamment en termes d'accessibilité des équipements, de nettoyages, de maintenance, de durée de vie et de remontée d'information possible en cas de défaillance, **dans un délai de trois mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 24 heures (1 jour), 1 mois, 3 mois

N° 3 : Granulés de plastiques industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-15-11

Thème(s) : Risques chroniques, Granulés de plastiques industriels

Prescription contrôlée :

I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.

II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

III.- Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.

Article D541-360

Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :

1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structural principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ;

<p>2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;</p> <p>3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer, dans les circonstances de l'inspection, la quantité totale de billes en polystyrène présentes dans l'installation ni de présenter la documentation technique relative à ces billes.</p> <p>Ainsi, il a pu être estimé grossièrement par l'inspection la présence d'environ 4 tonnes de billes de polystyrène sur le site.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : arrêté préfectoral de mesures d'urgence</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours la quantité totale de billes de polystyrène présentes (en m³ et en tonne) sur le site en fonctionnement normal en faisant une distinction filtre par filtre le cas échéant, ainsi que l'ensemble de la documentation technique relative à ces billes de polystyrène contenu dans les filtres Biostyr.</p> <p>L'exploitant se positionne sur l'application de l'article L.541-15-11 du code de l'environnement sur le site du SIAAP Grésillons.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Mesures d'urgence

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2009, article L.512-20</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte-tenu du rejet en Seine constaté de billes de polystyrène de la pré dénitrification, de l'absence de quantification des billes dans le rejet en Seine, des constats effectués par l'inspection des installations classées au droit du site et dans son environnement dont il est fait état dans les fiches précédentes, il est proposé un arrêté de mesures d'urgence afin de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :</p> <p>L'exploitant met en place, dans un délai de 48 heures, tous les moyens nécessaires pour curer le site</p>

des billes de polystyrène et nettoyer puis réhabiliter les milieux environnants atteints (point de rejet en Seine, berges, zones humides, voies de circulation, terrains environnants, etc.). Le curage et le nettoyage doivent être réalisés en prenant toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes intervenant.

Les moyens nécessaires pour éviter toute dispersion des billes de polystyrène sur le site et dans son environnement sont positionnés aux endroits stratégiques afin d'éviter toute pollution notamment en Seine.

Ces moyens sont mis en place et maintenus aussi longtemps que la situation le nécessite. L'exploitant s'assure de l'efficacité des moyens en place pendant toute la durée de leur maintien en place. Il prend en particulier en compte le niveau et le débit de la Seine. L'exploitant réalise un suivi régulier de l'état de l'environnement et le transmet à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmet un bilan des opérations mises en œuvre et l'ensemble des justifications d'efficacité de celles-ci. Il fournit à l'inspection des installations classées l'ensemble des justifications à l'appui de toute demande d'allègement ou d'arrêt des mesures de protection et de nettoyage spécifiquement mises en place dans le cadre de la gestion de la dispersion des billes de polystyrène .

Des rondes quotidiennes de surveillance des autres filtres sont à mises en place **dans un délai de 48h** pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Une procédure à transmettre à l'inspection détaille les points et les modalités de contrôle.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un état des lieux de la situation **dans un délai de 48h**. Cet état des lieux indiquera notamment la localisation des billes à l'extérieur du site, ainsi que dans le site et les réseaux (filtres, pompes, réseaux d'eau et d'air, stockage etc.), la quantité de billes présentes aux différents endroits. L'exploitant actualise régulièrement les informations relatives à un éventuel impact sur la capacité épuratoire de l'installation. Cet état des lieux est mis à jour toutes les 48h et transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **d'ici lundi 3 février 2025**, un plan de gestion cohérent avec l'état des lieux mentionnés ci-dessus renseignant sur la situation de l'installation, des milieux environnants et des billes de polystyrène récupérées. Ce plan de gestion comporte une analyse de risque accidentel ou chronique concernant la récupération des billes de polystyrène, leur stockage et leur réutilisation. Le plan de gestion concerne également les eaux dans lesquelles les billes de polystyrène ont été stockées. L'exploitant propose dans le plan de gestion des mesures adéquates permettant de stocker les billes de polystyrène en toute sécurité. Il renseigne sur le devenir des billes récupérées. Il renseigne également sur les conditions de remise en route du filtre isolé suite à la fuite des billes. Ce plan de gestion est mis à jour dès que nécessaire et en tout état de cause au moins de manière hebdomadaire et transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments de documentation du niveau de risque biologique associé aux billes de polystyrène échappées des installations de traitement par biofiltration (pour les différentes voies d'exposition possibles : cutanée, ingestion, inhalation, etc) afin de documenter les risques sanitaires pouvant impacter potentiellement les populations (en particulier promeneurs, riverains, usagers de la Seine, etc) et les risques pour la faune piscicole et proposer les mesures de prévention et précautions adéquates, **dans un délai de 72 heures**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 3 février 2025, 48 heures, 72 heures

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 7.7.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à quatre bassins de confinement étanches aux produits collectés. [...] Ceux-ci sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant utilise un des bassins de confinement du site (capacité de 890 m3) dédié aux eaux d'extinction incendie pour stocker les billes de polystyrène récupérées. Conclusion : Proposition : arrêté préfectoral de mise en demeure L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 7.7.10.1 de l'arrêté préfectoral du 15/06/2010 en maintenant la capacité de confinement des eaux d'extinction incendie, en s'assurant, dans un délai aussi court que possible sans dépasser 5 jours , d'avoir la pleine capacité d'utilisation de l'ensemble des bassins de confinement des eaux d'extinction incendie du site. Tant que la pleine capacité de rétention des eaux d'extinction n'est pas assurée, l'exploitant propose et met en place, après information de l'inspection des installations classées, des mesures palliatives (organisationnelles / techniques) et cela dans un délai de 24 heures .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 5 jours

ANNEXE – Photos prises lors de l'inspection



Barrage mis en place par les services de secours



Pompage au niveau d'un puits au rejet en Seine



Bateau de la société Océlian (deuxième barrage et ramassage de billes)



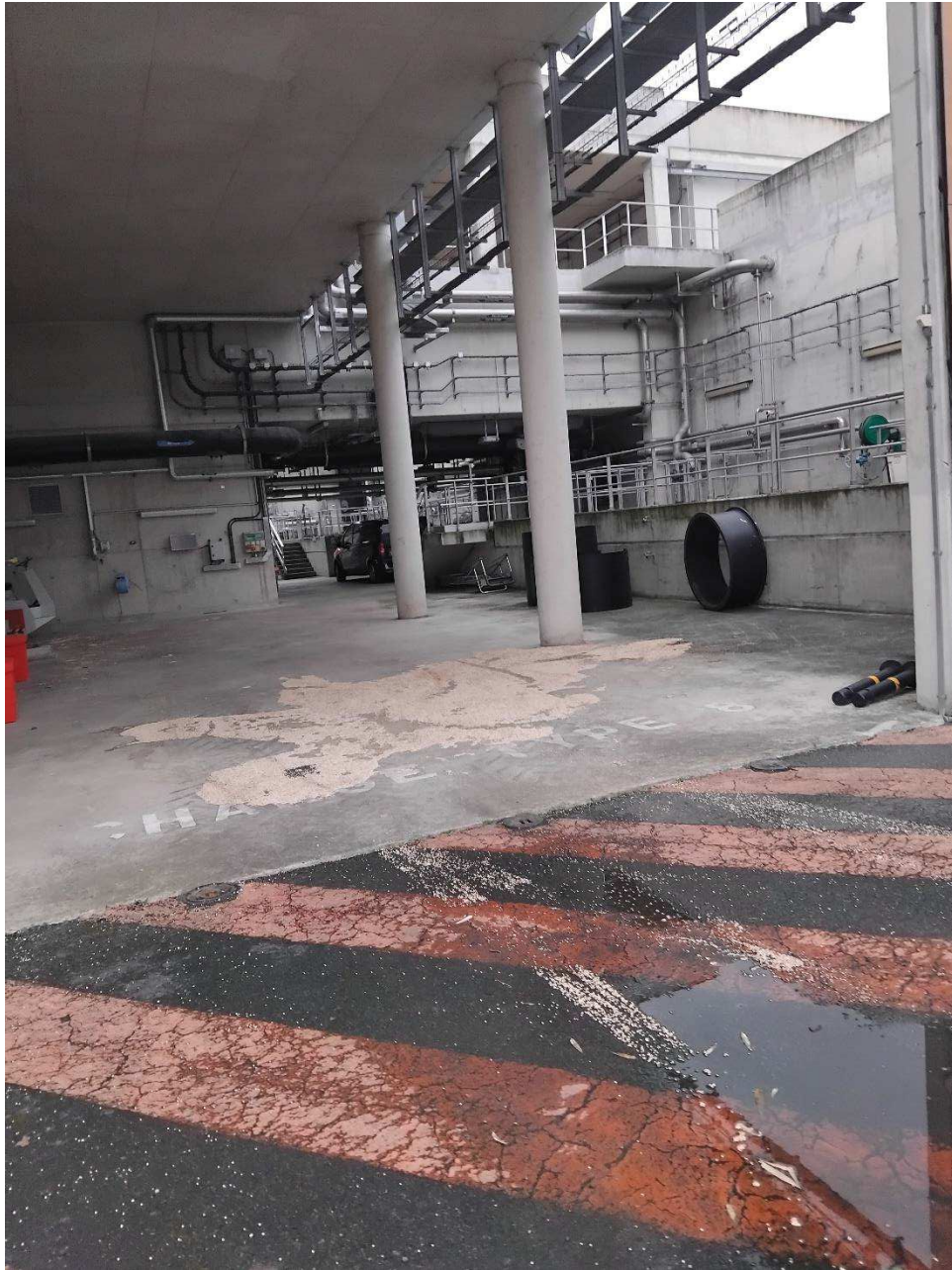
Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie



Déchargement de billes dans le bassin de confinement



Présence de billes tout autour du bassin de confinement



Présence de billes au sol dans l'installation



Dessus des bassins des filtres de la pré dénitrification